DECRET N° 83-20 du 2 février 1983

portant création d'un Comité Permanent de Suivi du projet pétrolier de Sèmè.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin ;
- VU le décret N° 82-441 du 30 décembre 1982 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
- VU le décret N° 80-364 du 18 décembre 1980 portant création d'un Comité Permanent de Suivi du dossier d'exploitation du champ pétrolifère de Sèmè ;
- SUR proposition du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie ;
- LE Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 19 janvier 1983,

DECRETE :

Article 1er. - Il est créé un Comité Permanent de Suivi du projet pétrolier de Sèmè.

Article 2. - La composition du Comité est la suivante :

Président : Camarade Richard MENSAH, représentant du Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie ;

Vice-Président : Camarade Assouma YACOUBOU, représentant du Ministre des Finances ;

Rapporteur : Camarade Maurice TAUZIET du Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.

Membres : Camarades - Daouda DJABOUTOUBOUTOU, représentant du Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique ;

- Colonel Issa LAWANI, Chef d'Etat Major des Forces de Sécurité Publique, représentant du Ministre de la Défense Nationale ;

- Pierre BADET, représentant du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ;

- Polycarpe AGOSSA, représentant du Ministre du Commerce ;

- Jeannot AGBOTON, représentant du Ministre des Travaux Publics, de la Construction et de l'Habitat ;
- Arsène CAPO-CHICHI, Conseiller Technique Juridique du Président de la République ;
- Mesmin KOUNASSO, Conseiller Technique à l'Economie du Président de la République.

Article 3.-- Le Comité a pour tâche de suivre l'exécution du projet pétrolier de Sèmè et de rendre compte au Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie de son état d'avancement. Ce compte rendu fera l'objet d'une communication en Conseil Exécutif National.

Article 4.-- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret N° 80-364 du 18 décembre 1980 susvisé, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à COTONOU, le 2 février 1983

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KERÉKOU

Ampliations : PR 8 CC du PRPB 4 SGG 4 Président et Membres 11 MIM 5 MP-MPSAE--
MDN-MC-MISP-MTPCH 12.--